Ce document constitue un outil de documentation et n'engage pas la responsabilité des institutions

►**B**

DIRECTIVE 92/118/CEE DU CONSEIL

du 17 décembre 1992

définissant les conditions de police sanitaire ainsi que les conditions sanitaires régissant les échanges et les importations dans la Communauté de produits non soumis, en ce qui concerne lesdites conditions, aux réglementations communautaires spécifiques visées à l'annexe A chapitre Ier de la directive 89/662/CEE et, en ce qui concerne les pathogènes, de la directive 90/425/CEE

(JO L 62 du 15.3.1993, p. 49)

Modifiée par:

		Journal officiel		
		nº	page	date
►**M1**	Décision 94/466/CE de la Commission du 13 juillet 1994	L 190	26	26.7.1994
►**M2**	Décision 94/723/CE de la Commission du 26 octobre 1994	L 288	48	9.11.1994
►**M3**	Décision 95/338/CE de la Commission du 26 juillet 1995	L 200	35	24.8.1995
►**M4**	Décision 95/339/CE de la Commission du 27 juillet 1995	L 200	36	24.8.1995
►**M5**	Décision 96/103/CE de la Commission du 25 janvier 1996	L 24	28	31.1.1996
►**M6**	Décision 96/340/CE de la Commission du 10 mai 1996	L 129	35	30.5.1996
►**M7**	Décision 96/405/CE de la Commission du 21 juin 1996	L 165	40	4.7.1996
►**M8**	Directive 96/90/CE du Conseil du 17 décembre 1996	L 13	24	16.1.1997
►**M9**	Directive 97/79/CE du Conseil du 18 décembre 1997	L 24	31	30.1.1998
►**M10**	Décision 1999/724/CE de la Commission du 28 octobre 1999	L 290	32	12.11.1999
►**M11**	Décision 2001/7/CE de la Commission du 19 décembre 2000	L 2	27	5.1.2001
►**M12**	Directive 2002/33/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2002	L 315	14	19.11.2002
►**M13**	Décision 2003/42/CE de la Commission du 10 janvier 2003	L 13	24	18.1.2003
►**M14**	modifiée par la décision 2003/503/CE de la Commission du 7 juillet 2003	L 170	30	9.7.2003
►**M15**	Décision 2003/721/CE de la Commission du 29 septembre 2003	L 260	21	11.10.2003
►**M16**	Règlement (CE) nº 445/2004 de la Commission du 10 mars 2004	L 72	60	11.3.2004

Modifiée par:

►**A1**	Acte d'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède	C 241	21	29.8.1994
	(adapté par la décision 95/1/CE, Euratom, CECA du Conseil)	L 1	1	1.1.1995
►**A2**	Acte relatif aux conditions d'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque, et aux adaptations des traités sur lesquels est fondée l'Union européenne	L 236	33	23.9.2003

▼B

DIRECTIVE 92/118/CEE DU CONSEIL

du 17 décembre 1992

définissant les conditions de police sanitaire ainsi que les conditions sanitaires régissant les échanges et les importations dans la Communauté de produits non soumis, en ce qui concerne lesdites conditions, aux réglementations communautaires spécifiques visées à l'annexe A chapitre Ier de la directive 89/662/CEE et, en ce qui concerne les pathogènes, de la directive 90/425/CEE

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment son article 43,

vu les propositions de la Commission ([1]),

vu les avis du Parlement européen ([2]),

vu les avis du Comité économique et social ([3]),

considérant que les produits d'origine animale sont inclus dans la liste des produits énumérés à l'annexe II du traité; que la mise sur le marché de ces produits constitue une importante source de revenus pour la population agricole;

considérant que, pour assurer un développement rationnel de ce secteur et en accroître la productivité, il y a lieu de fixer au niveau communautaire des règles sanitaires et de police sanitaire pour les produits en question;

considérant que la Communauté doit arrêter les mesures destinées à établir progressivement le marché intérieur comportant un espace sans frontières intérieures, au cours d'une période expirant le 31 décembre 1992;

considérant que la poursuite des objectifs précités a conduit le Conseil à fixer des règles de police sanitaire relatives aux viandes fraîches, aux viandes de volaille, aux produits à base de viande, aux viandes de gibier et de lapin et aux produits laitiers;

considérant que, sauf dispositions contraires, les échanges de produits d'origine animale doivent, sans préjudice du recours à d'éventuelles mesures de sauvegarde, être libéralisés;

considérant que, en raison des risques sensibles de propagation de maladies, il convient de spécifier, pour certains produits d'origine animale, les exigences particulières à imposer lors de leur mise sur le marché aux fins d'échanges, notamment à destination de régions disposant d'un statut sanitaire élevé;

considérant que, lors de l'adoption de la directive 92/65/CEE, la Commission a accepté de dissocier les aspects de police sanitaire applicables aux animaux et ceux applicables aux produits;

considérant qu'il convient, afin de permettre la suppression des contrôles aux frontières entre États membres à la date du 1er janvier 1993, de fixer les règles de police sanitaire et les règles sanitaires applicables à l'ensemble des produits soumis à de tels contrôles, dont les échanges ou les importations n'ont pas encore fait l'objet d'une harmonisation au niveau communautaire;

considérant qu'il convient, afin de réaliser cet objectif, d'adapter certaines réglementations existantes pour l'adoption des mesures précitées;

considérant qu'il est apparu opportun de prévoir une procédure d'agrément des pays tiers et des établissements répondant aux conditions fixées par la présente directive ainsi qu'une procédure d'inspection

([1]) JO nº C 327 du 30. 12. 1989, p. 29, et JO nº C 84 du 2. 4. 1990, p. 102.
([2]) JO nº C 113 du 7. 5. 1990, p. 205, et JO nº C 149 du 18. 6.1990, p. 259.
([3]) JO nº C 124 du 21. 5. 1990, p. 15, et JO nº C 182 du 23. 7. 1990, p. 250.

▼B

communautaire pour veiller au respect des conditions prévues pour cet agrément;

considérant que le document d'accompagnement des produits constitue le moyen le plus approprié de fournir aux autorités compétentes du lieu de destination l'assurance qu'un envoi répond aux dispositions de la présente directive; qu'il convient de maintenir le certificat sanitaire ou de salubrité pour contrôler la destination de certains produits importés;

considérant que les règles, principes et mesures de sauvegarde établis par la directive 90/675/CEE du Conseil, du 10 décembre 1990, fixant les principes relatifs à l'organisation des contrôles vétérinaires pour les produits en provenance des pays tiers introduits dans la Communauté ([1]), doivent s'appliquer en l'espèce;

considérant que, dans le contexte des échanges intracommunautaires, les règles fixées par la directive 89/662/CEE doivent également s'appliquer;

considérant qu'il convient de confier à la Commission la tâche d'arrêter certaines mesures d'application de la présente directive; qu'il y a lieu, à cet effet, d'adopter des procédures établissant une coopération étroite et efficace entre la Commission et les États membres au sein du comité vétérinaire permanent;

considérant que, en raison des difficultés particulières d'approvisionnement liées à la situation géographique de la République hellénique, il convient de prévoir des dispositions dérogatoires pour cet État membre;

considérant que l'adoption de règles spécifiques pour les produits couverts par la présente directive n'affecte pas l'adoption de règles pour l'hygiène et la sécurité alimentaire en général, pour lesquelles la Commission a présenté une proposition de directive-cadre,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DIRECTIVE:

CHAPITRE PREMIER

Dispositions générales

Article premier

La présente directive définit les conditions de police sanitaire ainsi que les conditions sanitaires régissant les échanges et les importations dans la Communauté de produits d'origine animale (y compris les échantillons commerciaux prélevés sur de tels produits) non soumis, en ce qui concerne lesdites conditions, aux réglementations communautaires spécifiques visées à l'annexe A chapitre Ier de la directive 89/662/CEE ([2]) et, en ce qui concerne les agents pathogènes de la directive 90/425/CEE.

La présente directive ne porte pas préjudice à l'adoption d'exigences plus détaillées en matière de police sanitaire dans le cadre des réglementations spécifiques précitées ni le maintien de restrictions aux échanges ou aux importations de produits couverts par les réglementations spécifiques citées au premier alinéa et motivées par des exigences de santé publique.

Article 2

1. Aux fins de la présente directive, on entend par:

a) *échanges*: les échanges tels que définis à l'article 2 point 2 de la directive 89/662/CEE;

b) *échantillon commercial*: un échantillon n'ayant aucune valeur commerciale, prélevé au nom du propriétaire ou du responsable d'un établissement, qui soit représentatif d'une production donnée

([1]) JO nº L 373 du 31. 12. 1990, p. 1.
([2]) JO nº L 395 du 30. 12. 1989, p. 13. Directive modifiée en dernier lieu par la directive 91/496/CEE (JO nº L 268 du 24. 9. 1991, p. 56).

▼B

de produits d'origine animale de cet établissement ou qui constitue un modèle d'un produit d'origine animale dont la fabrication est envisagée et qui, pour l'examen ultérieur, doit porter l'indication du type de produit, de sa composition et de l'espèce animale dont il a été obtenu;

c) *maladie transmissible grave*: toute maladie prévue par la directive 82/894/CEE ([1])

d) *agents pathogènes*: tout rassemblement ou toute culture d'organismes ou tout dérivé présent, soit seul, soit sous forme recombinée d'un tel rassemblement ou d'une telle culture d'organismes qui peuvent provoquer une maladie chez tout être vivant (à l'exception de l'homme) et tous dérivés modifiés de ces organismes qui peuvent porter ou transmettre un pathogène animal peut être porté ou transmis; cette définition n'inclut pas les médicaments vétérinaires immunologiques autorisés par la directive 90/677/CEE ([2]);

▼M12

———————

▼B

f) *protéines animales transformées destinées à la consommation humaine*: les cretons, la farine de viande et la poudre de couenne visés à l'article 2 point b) de la directive 77/99/CEE ([3]).

▼M12

———————

▼B

2. En outre, les définitions prévues à l'article 2 des directives 89/662/CEE, 90/425/CEE et 90/675/CEE s'appliquent *mutatis mutandis*.

Article 3

Les États membres veillent à ce que:

— les échanges et les importations des produits d'origine animale visés à l'article 1[er] ►M12 ——————— ◄ ne soient pas interdits ou restreints pour des raisons de police sanitaire ou sanitaires, autres que celles qui résultent de l'application de la présente directive ou de la législation communautaire, et notamment des mesures de sauvegarde éventuellement prises,

▼M12

— tout nouveau produit d'origine animale destiné à la consommation humaine dont la mise sur le marché dans un État membre est autorisée après la date prévue à l'article 20 ne puisse faire l'objet d'échanges ou d'importations qu'après qu'une décision a été prise conformément à l'article 15, premier alinéa, après évaluation, faite, le cas échéant, après avis du comité scientifique vétérinaire institué par la décision 81/651/CEE, du risque réel de propagation de maladies transmissibles graves qui pourrait résulter de la circulation du produit, non seulement au sein de l'espèce dont est issu le produit, mais aussi à d'autres espèces qui pourraient être porteuses de la maladie, devenir un foyer de maladie ou un risque pour la santé publique,

▼B

— les autres produits d'origine animale visés à l'article 2 point b) de la directive 77/99/CEE ne puissent faire l'objet d'échanges ou d'importations en provenance de pays tiers que s'ils satisfont aux exigences de ladite directive et aux exigences pertinentes de la présente directive.

([1]) JO n° L 378 du 31. 12. 1982, p. 58. Directive modifiée en dernier lieu par la décision 90/134/CEE (JO n° L 76 du 22. 3. 1990, p. 23).
([2]) JO n° L 373 du 31. 12. 1990, p. 26.
([3]) JO n° L 26 du 31. 1. 1977, p. 85. Directive mise à jour par la directive 92/5/CEE (JO n° L 57 du 2. 3. 1992, p. 1) et modifiée en dernier lieu par la directive 92/45/CEE (JO n° L 268 du 14. 9. 1992, p. 35).

▼B

CHAPITRE II

Dispositions applicables aux échanges

Article 4

Les États membres prennent les mesures nécessaires pour que, aux fins de l'application de l'article 4 paragraphe 1 de la directive 89/662/CEE et de l'article 4 paragraphe 1 point a) de la directive 90/425/CEE, les produits d'origine animale visés aux annexes I et II et à l'article 3 deuxième et troisième tirets de la présente directive ne puissent, sans préjudice des dispositions particulières à arrêter en application de l'article 10 paragraphe 3 et de l'article 11, faire l'objet d'échanges que s'ils satisfont aux exigences suivantes:

1) répondre aux exigences de l'article 5 et aux exigences spécifiques prévues à l'annexe I pour les aspects de santé animale et à l'annexe II pour les aspects de santé publique;

2) provenir d'établissements qui:

   a) s'engagent, en fonction des exigences spécifiques prévues aux annexes I et II pour les produits obtenus par l'établissement, à:

      — respecter les conditions de production spécifiques énoncées dans la présente directive,

      — établir et mettre en œuvre des méthodes de surveillance et de contrôle des points critiques en fonction des procédés utilisés,

      — en fonction des produits, prélever des échantillons pour analyse dans un laboratoire reconnu par l'autorité compétente aux fins de vérification du respect des normes fixées par la présente directive,

      — conserver une trace écrite ou enregistrée des indications obtenues en application des tirets précédents en vue de leur présentation à l'autorité compétente. Les résultats de différents contrôles et tests seront notamment conservés pendant une période de deux ans au moins,

      — garantir la gestion du marquage ou de l'étiquetage,

      — si le résultat de l'examen de laboratoire ou toute autre information dont ils disposent révèle l'existence d'un risque sanitaire ou de police sanitaire grave, informer l'autorité compétente,

      — n'expédier aux fins d'échanges que des produits accompagnés d'un document commercial précisant la nature du produit, le nom et, le cas échéant, le numéro d'agrément vétérinaire de l'établissement de production;

   b) sont soumis à une supervision exercée par l'autorité compétente pour s'assurer du respect, par l'exploitant ou le gestionnaire de l'établissement, des exigences de la présente directive;

   c) ont fait l'objet d'un enregistrement par l'autorité compétente sur la base des garanties données par l'établissement pour garantir le respect des exigences de la présente directive.

Article 5

Les États membres veillent à prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir que les produits d'origine animale visés à l'annexe I ou II ne font pas l'objet d'échanges à partir d'une exploitation située dans une zone soumise à des restrictions en raison de l'apparition d'une maladie à laquelle l'espèce dont le produit est dérivé est sensible, ou à partir d'un établissement ou d'une zone à partir desquels les mouvements ou échanges constitueraient un risque pour le statut sanitaire des États membres, sauf dans le cas de produits traités thermiquement conformément à la législation communautaire.

Des garanties particulières permettant, par dérogation au premier alinéa, le mouvement de certains desdits produits peuvent être arrêtées selon la procédure prévue à l'article 18 dans le cadre des mesures de sauvegarde.

▼B

Article 6

Les États membres veillent à ce que les échanges d'agents pathogènes soient soumis à des règles strictes, à définir selon la procédure prévue à l'article 18.

Article 7

1. Les règles de contrôle prévues par la directive 89/662/CEE et, en ce qui concerne les agents pathogènes, par la directive 90/425/CEE sont applicables notamment pour ce qui est de l'organisation des contrôles à effectuer et des suites à donner à ceux-ci, aux produits visés par la présente directive.

2. L'article 10 de la directive 90/425/CEE s'applique aux produits visés par la présente directive.

3. Aux fins des échanges, les dispositions de l'article 12 de la directive 90/425/CEE sont étendues aux établissements qui fournissent des produits d'origine animale visés par la présente directive.

4. Sans préjudice des dispositions spécifiques de la présente directive, l'article compétent procède, en cas de suspicion de non-observation de la présente directive, à tous les contrôles qu'elle juge appropriés.

5. Les États membres prennent les mesures administratives ou pénales appropriées pour sanctionner toute infraction à la présente directive, en particulier lorsqu'il est constaté que les certificats ou documents établis ne correspondent pas à l'état réel des produits visés aux annexes I et II, ou que les produits en question ne satisfont pas aux exigences de la présente directive ou n'ont pas été soumis aux contrôles prévus par celle-ci.

Article 8

À l'annexe A chapitre 1er point 1 de la directive 92/46/CEE ([1]), l'alinéa suivant est ajouté:

«Le lait et les produits à base de lait ne doivent pas provenir d'une zone de surveillance délimitée au titre de la directive 85/511/CEE, sauf si le lait a subi une pasteurisation (71,7 ºC pendant quinze secondes) sous le contrôle de l'autorité compétente.»

CHAPITRE III

Dispositions applicables aux importations dans la Communauté

Article 9

Les conditions applicables aux importations de produits couverts par la présente directive doivent offrir au minimum les garanties prévues au chapitre II, y compris celles fixées en application de l'article 6, ainsi que celles prévues à l'article 3 deuxième et troisième tirets.

Article 10

1. Aux fins de l'application uniforme de l'article 9, les dispositions des paragraphes suivants s'appliquent.

2. Les produits visés aux annexes I et II et à l'article 3 deuxième et troisième tirets ne peuvent faire l'objet d'importations dans la Communauté que s'ils satisfont aux exigences suivantes:

a) sauf dispositions spécifiques contraires contenues dans les annexes I et II, provenir d'un pays tiers ou d'une partie de pays tiers figurant sur une liste à établir et à actualiser selon la procédure prévue à l'article 18;

([1]) JO nº L 268 du 14. 9. 1992, p. 1.

▼M12

b) sauf dispositions spécifiques contraires contenues dans l'annexe II, provenir d'établissements figurant sur une liste communautaire à établir selon la procédure prévue à l'article 18;

▼B

c) dans les cas spécifiquement prévus aux annexes I et II et à l'article 3 deuxième et troisième tirets, être accompagnés d'un certificat sanitaire ou de salubrité conforme à un modèle à établir selon la procédure prévue à l'article 18, qui atteste que les produits remplissent les conditions supplémentaires ou offrent les garanties équivalentes visées au paragraphe 3 point a) et proviennent d'établissements offrant ces garanties et qui soit signé par un vétérinaire officiel ou, le cas échéant, par toute autre autorité compétente reconnue selon la même procédure.

3. Selon la procédure prévue à l'article 18:

a) sont établies les conditions spécifiques — en particulier celles visant à protéger la Communauté contre certaines maladies exotiques ou maladies transmissibles à l'homme — ou des garanties équivalentes à ces conditions.

Les conditions spécifiques et les garanties équivalentes fixées pour les pays tiers ne peuvent être plus favorables que celles prévues aux annexes I et II et à l'article 3 deuxième et troisième tirets.

▼M8

Dans l'attente de la fixation des modalités d'application prévues aux quatrième et cinquième tirets du chapitre 2 de l'annexe II, les États membres veillent à subordonner l'importation des produits qui y sont visés au respect des garanties minimales prévues auxdits tirets;

▼B

c) sont établies la nature des traitements éventuels ou les mesures à prendre pour éviter la recontamination des boyaux d'animaux, des œufs et des produits d'œufs.

4. Les décisions prévues aux paragraphes 2 et 3 doivent être prises sur la base d'une évaluation faite, le cas échéant, après avis du comité scientifique vétérinaire, du risque réel de propagation de maladies transmissibles graves ou de maladies transmissibles à l'homme qui pourrait résulter de la circulation du produit, non seulement au sein de l'espèce dont est issu le produit, mais aussi à d'autres espèces qui pourraient être porteuses de la maladie ou devenir un foyer de maladie ou un risque pour la santé publique.

5. Des experts de la Commission et des États membres effectuent des contrôles sur place pour vérifier si les garanties offertes par le pays tiers quant aux conditions de production et de mise sur le marché peuvent être considérées comme équivalentes à celles qui sont appliquées dans la Communauté.

Les experts des États membres chargés de ces contrôles sont désignés par la Commission sur proposition des États membres.

Ces contrôles sont effectués pour le compte de la Communauté, qui prend en charge les frais y afférents.

Dans l'attente des contrôles visés au premier alinéa, les dispositions nationales applicables en matière d'inspection dans les pays tiers continuent à s'appliquer sous réserve d'information, au sein du comité vétérinaire permanent, en ce qui concerne les manquements aux garanties offertes conformément au paragraphe 3 qui auront été constatés lors de ces inspections.

6. Dans l'attente des listes prévues ►M8 au paragraphe 2 point a) et point b) deuxième tiret ◄, les États membres sont autorisés à maintenir les contrôles prévus à l'article 11 paragraphe 2 de la directive 90/675/CEE et le certificat national exigé pour les produits importés dans le cadre des règles nationales existantes.

▼B

Article 11

Sont fixées selon la procédure prévue à l'article 18 les conditions spécifiques de police sanitaire à l'importation dans la Communauté, la nature et le contenu des documents d'accompagnement des produits visés à l'annexe I qui sont destinés à des laboratoires d'expérimentation.

Article 12

1. Les principes et règles prévus par les directives 90/675/CEE et 91/496/CEE ([1]) s'appliquent, notamment en ce qui concerne l'organisation des contrôles à effectuer par les États membres et les suites à donner à ces contrôles, ainsi que les mesures de sauvegarde à mettre en œuvre.

Toutefois, selon la procédure prévue à l'article 18, il peut être dérogé, pour certains types de produits d'origine animale, au contrôle physique prévu à l' ►M9 article 4, paragraphe 4, point b), de la directive 97/78/CE ◄.

▼M9

▼B

Article 13

1. Les États membre peuvent, en délivrant une licence appropriée, autoriser les importations en provenance de pays tiers de produits d'origine animale visés aux annexes I et II sous forme d'échantillon commercial.

2. La licence visée au paragraphe 1 doit accompagner le lot et préciser les conditions particulières dans lesquelles il peut être importé, ainsi que toute dérogation aux contrôles prévus par la directive 90/675/CEE.

3. Lorsqu'un lot entre dans un État membre en transit vers un autre État membre, le premier État membre veille à ce que le lot soit accompagné de la licence appropriée. Les déplacements du lot s'effectuent dans les conditions prévues à l'article 11 paragraphe 2 de la directive 90/675/CEE. Il incombe à l'État membre qui délivre la licence de s'assurer que le lot satisfait aux conditions prévues par la licence et d'autoriser l'entrée sur son territoire.

CHAPITRE IV

Dispositions communes et finales

Article 14

1. L'article 3 point d) de la directive 72/461/CEE ([2]) est supprimé.

Les décisions 92/183/CEE ([3]) et 92/187/CEE ([4]) de la Commission restent d'application pour les besoins de la présente directive, sans préjudice des modifications éventuelles à y apporter selon la procédure prévue à l'article 18.

2. La directive 90/667/CEE est modifiée comme suit:

a) À l'article 13, le paragraphe suivant est ajouté.

«2. En vue d'assurer le suivi des contrôles prévus au paragraphe 1:

a) les produits transformés obtenus à partir de matières à faible risque et les matières à haut risque doivent satisfaire aux exigences de l'annexe I chapitre 6 de la directive 92/118/CEE (*);

([1]) JO nº L 268 du 24. 9. 1991, p. 56.
([2]) JO nº L 302 du 31. 12. 1972, p. 24. Directive modifiée en dernier lieu par la directive 91/687/CEE (JO nº L 377 du 31. 12.1991, p. 16).
([3]) JO nº L 84 du 31. 3. 1992, p. 33.
([4]) JO nº L 87 du 2. 4. 1992, p. 20.

▼B

b) les matières à faible risque, les matières à haut risque destinées à être traitées dans un établissement désigné dans un autre État membre conformément à l'article 4 paragraphe 1 deuxième phrase et les produits transformés à partir de matières à haut risque ou à faible risque doivent être accompagnés:

— s'ils proviennent d'un établissement agréé conformément à l'article 4 ou 5 d'un document commercial précisant:

— le cas échéant, la nature du traitement,

— si le produit contient des protéines provenant de ruminants;

— s'ils proviennent d'un autre établissement, d'un certificat délivré et signé par un vétérinaire officiel indiquant:

— les méthodes de traitement du lot,

— le résultat des tests de recherche de salmonelles,

— si le produit contient des protéines provenant de ruminants.

(*) JO nº L 62 du 15. 3. 1993, p. 49.»

b) À l'article 6, les mots «sont déterminés selon la procédure prévue à l'article 19» sont remplacés par «sont fixés conformément à l'annexe I chapitre 10 de la directive 92/118/CEE».

c) À l'article 14, le premier alinéa est supprimé.

Article 15

Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, arrête toute nouvelle annexe établissant des exigences spécifiques pour d'autres produits susceptibles de présenter un risque réel de propagation de maladies transmissibles graves ou un risque réel pour la santé humaine.

Les annexes sont, en tant que de besoin, modifiées selon la procédure prévue à l'article 18, dans le respect des principes généraux énoncés à l'article 3 deuxième tiret.

Article 16

1. Les États membres sont autorisés à subordonner à la présentation d'un certificat sanitaire ou de salubrité attestant que les exigences de la présente directive sont respectées, l'introduction sur leur territoire de produits d'origine animale visés aux annexes I et II et à l'article 3 deuxième et troisième tirets, qui, obtenus sur le territoire d'un État membre, ont transité par le territoire d'un pays tiers.

2. Les États membres qui ont recours à la faculté prévue au paragraphe 1 en informent la Commission et les autres États membres au sein du comité vétérinaire permanent, institué par la décision 68/361/CEE ([1]).

Article 17

1. Les annexes A et B des directives 89/662/CEE et 90/425/CEE sont remplacées par les textes figurant à l'annexe III de la présente directive.

2. La directive 77/99/CEE est modifiée comme suit.

— À l'article 2, le point b) iv) est supprimé, les points b) v) et b) vi) devenant respectivement les points b) iv) et b) v).

— L'article 6 paragraphe 2 est à lire comme suit:

«2. Selon la procédure prévue à l'article 20, des conditions supplémentaires peuvent être fixées pour les autres produits d'origine animale en vue d'assurer la protection de la santé publique.»

([1]) JO nº L 255 du 18. 10. 1968, p. 23.

▼B

Article 18

Dans le cas où il est fait référence à la procédure prévue au présent article, le comité vétérinaire permanent statue conformément aux règles énoncées à l'article 17 de la directive 89/662/CEE.

Article 19

Selon la procédure prévue à l'article 18, des mesures transitoires peuvent être arrêtées, pour une période maximale de trois ans à compter du 1er juillet 1993, afin de faciliter le passage au nouveau régime prévu par la présente directive.

Article 20

1. Les États membres mettent en vigueur les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à l'article 12 paragraphe 2 et à l'article 17 à la date du 1er janvier 1993 et aux autres dispositions de la présente directive avant le 1er janvier 1994. Ils en informent immédiatement la Commission.

Lorsque les États membres adoptent ces dispositions, celles-ci contiennent une référence à la présente directive ou sont accompagnées d'une telle référence lors de leur publication officielle. Les modalités de cette référence sont arrêtées par les États membres.

2. Les États membres communiquent à la Commission le texte des dispositions essentielles de droit interne qu'ils adoptent dans le domaine régi par la présente directive.

3. La fixation de la date limite de transposition au 1er janvier 1994 ne porte pas préjudice à l'abolition des contrôles vétérinaires aux frontières prévue par les directives 89/662/CEE et 90/425/CEE.

Article 21

Les États membres sont destinataires de la présente directive.

▼B

ANNEXE I

CONDITIONS DE POLICE SANITAIRE SPÉCIFIQUES

▼M12

▼B

CHAPITRE 2

▼M16

Boyaux d'animaux destinés à la consommation humaine

▼B

A. *Échanges*

Les échanges de boyaux d'animaux sont subordonnés à la présentation d'un document précisant l'établissement d'origine, qui doit être:

— lorsque les boyaux sont salés ou séchés à l'origine et dans le cas où les boyaux salés ou séchés sont subséquemment manipulés à d'autres fins, un établissement approuvé par l'autorité compétente,

— dans les autres cas, un établissement agréé conformément à la directive 64/433/CEE ([1]), les boyaux devant être transportés de manière à éviter une contamination.

B. *Importations en provenance des pays tiers*

Les importations de boyaux d'animaux en provenance de tout pays tiers sont subordonnées à la présentation du certificat visé à l'article 10 paragraphe 2 point c), délivré et signé par un vétérinaire officiel du pays tiers exportateur et attestant:

i) que les boyaux proviennent d'établissements agréés par l'autorité compétente du pays exportateur;

ii) que les boyaux ont été nettoyés et raclés, puis salés ou blanchis (ou, au lieu d'être salés ou blanchis, qu'ils ont été séchés après avoir été raclés);

iii) que, après le traitement visé au point ii), des mesures effectives ont été prises pour éviter une nouvelle contamination des boyaux.

▼M12

▼B

CHAPITRE 5

Os et produits à base d'os (à l'exclusion de la farine d'os), de cornes et produits à base de corne (à l'exclusion de la farine de corne), onglons et produits à base d'onglons (à l'exclusion de la farine d'onglon) ►M12 destinés à la consommation humaine ◄

Les échanges et les importations des produits en question sont soumis aux conditions suivantes:

▼M12

▼B

1) en ce qui concerne les échanges, les os, les cornes et les onglons sont soumis aux conditions de police sanitaire prévues par la directive 72/461/CEE;

2) en ce qui concerne les échanges, les produits à base d'os, les produits à base de corne et les produits à base d'onglons, sont soumis aux conditions de police sanitaire prévues par la directive 80/215/CEE ([2]);

3) en ce qui concerne les importations, les os, les produits à base d'os, les cornes, les produits à base de corne, les onglons et les produits à base d'onglons sont soumis aux conditions prévues par la directive 72/462/CEE ([3]).

([1]) JO nº 121 du 29. 7. 1964, p. 2012/64. Directive modifiée en dernier lieu par la directive 91/497/CEE (JO nº L 268 du 24. 9. 1991, p. 69).

([2]) JO nº L 47 du 21. 2. 1980, p. 4. Directive modifiée en dernier lieu par la directive 91/687/CEE (JO nº L 377 du 31. 12. 1991, p. 16).

([3]) JO nº L 302 du 31. 12. 1972, p. 28. Directive modifiée en dernier lieu par la directive 91/688/CEE (JO nº L 377 du 31. 12. 1991, p. 18).

▼M12

▼B

CHAPITRE 6

Protéines animales transformées ►M12 destinées à la consommation humaine ◄

I. Sans préjudice d'éventuelles restrictions imposées pour la BSE et des restrictions imposées à l'alimentation des ruminants par des protéines de ruminants, les échanges et les importations de protéines animales transformées sont subordonnés:

▼M12

A. en ce qui concerne les échanges, à la présentation du document ou certificat prévu par la directive 77/99/CEE, attestant le respect des exigences de cette directive;

▼B

B. en ce qui concerne les importations:

1) à la présentation d'un certificat sanitaire tel que prévu à l'article 10 paragraphe 2 point c), signé par le vétérinaire officiel du pays d'origine et attestant que:

▼M12

a) les produits répondent aux exigences de la directive 80/215/CEE;

▼B

b) toutes les précautions ont été prises après le traitement pour éviter toute contamination du produit traité;

c) des échantillons ont été prélevés lors du départ du pays d'origine pour être soumis à des tests de dépistage de salmonelles;

d) les résultats de ces tests se sont révélés négatifs;

2) après contrôle documentaire des certificats visés au point 1, au prélèvement d'échantillons par l'autorité compétente du poste d'inspection frontalier, sans préjudice du point II:

i) sur chaque lot de produits présentés en vrac;

ii) par sondage aléatoire sur les lots de produits conditionnés dans l'usine de fabrication;

3) pour la mise en libre pratique, sur le territoire de la Communauté des lots de protéines animales transformées, à la preuve que les résultats des prélèvements effectués conformément au point B 1 c) sont négatifs, le cas échéant après retraitement;

C. les règles nationales existant à la date de notification de la présente directive en ce qui concerne les exigences applicables en matière de BSE et de tremblante (scrapie) pour les protéines d'origine animale, peuvent être maintenues dans l'attente d'une décision sur le type de traitement thermique capable de détruire l'agent responsable.

Les échanges et importations des farines de viandes et des farines d'os restent soumis aux dispositions de l'article 5 paragraphe 2 de la directive 89/662/CEE et de l'article 11 paragraphe 2 de la directive 90/675/CEE.

II. Les États membres peuvent pratiquer un contrôle par sondage aléatoire sur des lots de produits présentés en vrac, originaires d'un pays tiers en provenance duquel les six derniers tests consécutifs se sont révélés négatifs.

Lorsque, au cours d'un tel contrôle, un résultat a été trouvé positif, l'autorité compétente du pays d'origine doit être informée afin qu'elle prenne les mesures appropriées pour remédier à la situation. Ces mesures doivent être portées à la connaissance de l'autorité compétente responsable des contrôles àl'importation. En cas de nouveau résultat positif de la même provenance, les contrôles ultérieurs devront porter sur tous les lots de la même provenance jusqu'à ce que les exigences visées à la première phrase soient à nouveau remplies.

III. Les État membres doivent garder un relevé des résultats des contrôles effectués sur tous les lots qui ont fait l'objet de contrôles.

IV. Conformément à l'article 3 paragraphe 3 de la directive 89/662/CEE, le transbordement de lots n'est autorisé que dans des ports reconnus selon la procédure prévue à l'article 18, pour autant qu'un accord bilatéral ait été conclu entre les États membres visant à permettre un contrôle différé des lots jusqu'à leur arrivée au poste d'inspection frontalier de l'État membre de destination finale.

V. Lorsque le résultat des tests de recherche des salmonelles effectués sur un lot est positif, celui-ci est:

a) soit réexporté de la Communauté;

▼B

b) soit utilisé à des fins autres que l'alimentation des animaux; dans ce cas, le lot ne peut quitter le port ou l'entrepôt de stockage que si les produits qui le composent ne sont pas intégrés dans des aliments pour animaux;

c) soit soumis à un retraitement dans une usine de transformation agréée conformément à la directive 90/667/CEE ou dans toute entreprise agréée pour la décontamination; pour que le contrôle en soit assuré, le transfert depuis le port ou l'entrepôt de stockage est soumis à une autorisation délivrée par l'autorité compétente et le lot n'est pas débloqué avant qu'il ait été traité et soumis par l'autorité compétente à des tests de recherche des salmonelles conformément à l'annexe II chapitre III de la directive 90/667/CEE et à condition que le résultat des tests soit négatif.

▼M7

CHAPITRE 7

Sang et produits sanguins d'ongulés et de volailles

(à l'exception du serum d'équidés)

I. *Sang frais et produits sanguins destinés à la consommation humaine*

A. Échanges

1. Les échanges de sang frais d'ongulés ou de volailles destinés à la consommation humaine sont soumis respectivement aux mêmes conditions de police sanitaire que celles applicables aux viandes fraîches conformément aux directives 72/461/CEE ([1]), 91/494/CEE ([2]) ou 91/495/CEE ([3]) du Conseil.

2. Les échanges de produits sanguins destinés à la consommation humaine sont soumis aux conditions de police sanitaire prévues au chapitre II de la présente directive.

B. Importations

1. Les importations de sang frais d'ongulés domestiques destiné à la consommation humaine sont interdites conformément à la directive 72/462/CEE du Conseil ([4]).

Les importations de sang frais de volailles domestiques destiné à la consommation humaine sont soumises aux conditions de police sanitaire prévues par la directive 91/494/CEE.

Les importations de sang frais de gibier d'élevage destiné à la consommation humaine sont soumises aux conditions de police sanitaire prévues par le chapitre 11 de la présente annexe.

2. Les importations de produits sanguins destinés à la consommation humaine, y compris ceux visés par la directive 77/99/CEE du Conseil ([5]), sont soumises respectivement aux mêmes conditions de police sanitaire que celles applicables aux produits à base de viande conformément à la directive 72/462/CEE ou à la présente directive, sans préjudice des règles visées, en ce qui concerne les protéines animales transformées à base de sang, par le chapitre 6 de la présente annexe.

▼M12

▼M7

III. *Dispositions générales*

Les modalités d'application du présent chapitre sont arrêtées, en tant que de besoin, selon la procédure prévue à l'article 18.

▼M12

▼B

CHAPITRE 9

▼M16

Saindoux et graisses fondues destinés à la consommation humaine

▼B

1. Les États membres autorisent les importations dans la Communauté de saindoux et de graisses fondues provenant de pays tiers figurant sur la liste

([1]) JO nº L 302 du 31. 12. 1972, p. 24.
([2]) JO nº L 268 du 24. 9. 1991, p. 35.
([3]) JO nº L 268 du 24. 9. 1991, p. 41.
([4]) JO nº L 302 du 31. 12. 1972, p. 28.
([5]) JO nº L 26 du 31. 1. 1977, p. 85.

▼B

annexée à la décision 79/542/CEE et en provenance desquels les importations de viande fraîche de l'espèce concernée sont autorisées.

2. Au cas où s'est déclarée une des maladies transmissibles graves au cours des douze mois précédant l'exportation d'un pays visé au paragraphe 1, chaque lot de saindoux ou de graisses fondues doit être accompagné du certificat prévu à l'article 10 paragraphe 2 de la présente directive, attestant:

A. que le saindoux ou les graisses fondues ont été soumis à un des traitements thermiques suivants:

i) au moins 70 ºC pendant au moins trente minutes

ou

ii) au moins 90 ºC pendant au moins quinze minutes

ou

iii) une température minimale de 80 ºC dans un système de fonte en continu;

B. que, lorsque le saindoux ou les graisses fondues sont emballés, ils ont été placés dans des récipients neufs et que toutes les précautions ont été prises pour éviter une nouvelle contamination;

C. que, lorsqu'il est prévu de transporter le produit en vrac, les tuyaux, pompes, citernes et tout autre conteneur en vrac ou camion citerne utilisés pour transporter les produits de l'établissement de production soit directement vers le navire ou des citernes de stockage à terre, soit directement vers des établissements ont été inspectés et jugés propres avant d'être utilisés.

▼M12

▼B

CHAPITRE 11

▼M16

Viandes de lapin et de gibier d'élevage destinées à la consommation humaine

▼B

Les États membres veillent à ce que les viandes de lapin et de gibier d'élevage ne soient importées que:

a) si elles proviennent de pays tiers figurant:

i) pour le gibier d'élevage à poils, sur la liste des pays en provenance desquels les viandes fraîches des espèces correspondantes peuvent être importées en application de la directive 77/462/CEE;

ii) pour le gibier d'élevage à plumes, sur la liste des pays en provenance desquels les viandes fraîches de volaille peuvent être importées en application de la directive 91/494/CEE ([1]);

iii) pour les viandes de lapin, sur une liste à établir selon la procédure prévue à l'article 18;

b) si elles satisfont au moins aux exigences prévues aux chapitres II et III, respectivement, de la directive 91/495/CEE ([2]);

c) si elles proviennent d'établissements offrant les garanties prévues au point b) et reconnues selon la procédure prévue à l'article 18 ou, dans l'attente de la liste visée au point a) iii), d'établissements agréés par les autorités compétentes;

d) si chaque lot de viande est accompagné du certificat sanitaire prévu à l'article 10 paragraphe 2 point c).

▼M12

([1]) JO nº L 268 du 24. 9. 1991, p. 35.
([2]) JO nº L 268 du 24. 9. 1991, p. 41.

▼B

ANNEXE II

CONDITIONS SPÉCIFIQUES DE SANTÉ PUBLIQUE

CHAPITRE PREMIER

Importations à partir de pays tiers de produits à base de viande obtenus à partir de viandes de volaille, gibier d'élevage, gibier sauvage et de viandes de lapin

Les États membres veillent à ce que les produits à base de viande obtenus à partir de viandes de volaille, gibier d'élevage, gibier sauvage et viandes de lapin ne soient pas importés à moins que:

▼M3

a) soit ils proviennent d'un pays tiers figurant sur la liste prévue à:

i) l'article 9 de la directive 91/494/CEE en ce qui concerne les viandes de volaille

ou

ii) l'article 16 de la directive 92/45/CEE en ce qui concerne les viandes de gibier sauvage

ou

iii) l'annexe I chapitre 11 de la présente directive pour les viandes de lapin et de gibier d'élevage,

soit ils proviennent d'un pays tiers figurant sur la liste prévue à l'annexe partie 1 de la décision 79/542/CEE. Dans ce cas, ils doivent avoir subi un traitement par la chaleur effectué en récipient hermétique, la valeur F_o étant égale ou supérieure à 3,00. Toutefois, lorsqu'il s'agit de produits à base de viande d'une espèce autre que les suidés, ce traitement peut être remplacé par un traitement par la chaleur ayant porté la température à cœur à 70 ºC au moins.

▼B

b) la viande fraîche utilisée réponde aux exigences appropriées de l'article 14 de la directive 71/118/CEE pour la viande de volaille, l'article 16 de la directive 92/45/CEE pour le gibier sauvage, l'article 3 de la directive 91/495/CEE pour les viandes de lapin et l'article 6 de ladite directive pour les viandes de gibier d'élevage;

c) ils proviennent d'un établissement offrant les mêmes garanties que celles visées par la directive 77/99/CEE et approuvées selon la procédure prévue à l'article 18 ou, dans l'attente de l'adoption d'une telle décision, par l'autorité compétente de l'État membre, les importations de ces produits restant soumises aux règles de l'article 11 paragraphe 2 de la directive 90/675/CEE;

d) ils soient préparés, contrôlés et manipulés selon les exigences appropriées prévues par la directive 77/99/CEE;

e) chaque lot de produits à base de viande soit accompagné par un certificat sanitaire établi conformément à la procédure prévue à l'article 18.

CHAPITRE 2

Sont à préciser, ►M8 avant le 1er juillet 1997 ◄, selon la procédure prévue à l'article 18, les conditions sanitaires applicables:

— à la mise sur le marché et aux importations d'œufs et aux importations d'ovo-produits destinés à la consommation humaine, et ce sans préjudice des règles établies dans le cadre de l'organisation commune des marchés.

▼A1

En matière de salmonelles et dans l'attente de l'adoption de dispositions communautaires, les règles suivantes sont applicables pour les œufs destinés à la Finlande et la Suède:

a) les envois d'œufs peuvent faire l'objet de garanties additionnelles, générales ou limitées, définies par la Commission selon la procédure prévue à l'article 18;

b) les garanties prévues en a) ne sont pas fournies pour les œufs originaires d'un établissement soumis à un programme reconnu comme équivalent à celui visé en c) selon la procédure prévue à l'article 18;

c) les garanties prévues en a) ne sont applicables qu'après approbation par la Commission d'un programme opérationnel à présenter par la Finlande et la Suède. Les décisions de la Commission doivent être prises avant la date d'entrée en vigueur du traité d'adhésion afin que les programmes opérationnels et les garanties prévues en a) soient applicables dès la date d'entrée en vigueur du traité d'adhésion;

▼M10

———————

▼B

— aux échanges et aux importations de miel ►M6 ——————— ◄ destiné à la consommation humaine,

▼M8

— aux échanges et à l'importation de lait et de produits à base de lait destinés à la consommation humaine et provenant d'espèces non visées par la directive 92/46/CEE, ces conditions pouvant comprendre, selon les espèces, des exigences spécifiques en matière:

  — de santé animale et statut sanitaire des troupeaux laitiers, notamment au regard de la tuberculose et de la brucellose,

  — d'hygiène:

    — de la traite,

    — de la collecte, du transport, du traitement et de la transformation du lait,

    — du personnel,

  — de recherche des résidus de substances à action pharmacologique et/ou hormonale, d'antibiotiques, de pesticides ou d'autres substances nuisibles dans le lait ou les produits à base de lait,

  — de critères applicables au lait cru matière première,

  — de critères microbiologiques applicables aux produits finis,

— à la production, à la mise sur le marché et à l'importation de viandes d'espèces non couvertes par des exigences spécifiques et notamment de viandes de reptiles et de leurs produits, destinés à la consommation humaine.

  Ces conditions doivent comprendre, selon les espèces, des exigences spécifiques en matière:

  — de critères microbiologiques et parasitologiques,

  — d'hygiène lors de l'abattage,

  — de recherche de résidus.

▼M6

CHAPITRE 3

I. **Conditions sanitaires spécifiques applicables aux échanges et aux importations d'escargots destinés à la consommation humaine**

A. Sans préjudice des dispositions communautaires, nationales ou internationales relatives à la préservation de la faune sauvage, les escargots visés par le présent chapitre sont les gastéropodes terrestres des espèces *Helix pomatia* Linné, *Helix aspersa* Muller, *Helix lucorum* et espèces appartenant à la famille des achatinidés.

B. Les États membres veillent à ce que les escargots décoquillés, cuisinés ou conservés ne soient l'objet d'échanges pour la consommation humaine que s'ils répondent aux conditions suivantes:

1) Ils doivent provenir d'un établissement:

  — répondant aux conditions visées à l'article 4 paragraphe 2 de la présente directive,

  — agréé par l'autorité compétente dans le respect des exigences appropriées prévues aux chapitres III et IV de l'annexe de la directive 91/493/CEE,

  — soumis à une surveillance par l'autorité compétente des conditions de production et à un contrôle sanitaire conformément au chapitre V paragraphe I points 3 et 5 et paragraphe II points 3 et 4 de l'annexe de la directive 91/493/CEE,

  — exerçant un autocontrôle selon les dispositions prévues par la décision 94/356/CE de la Commission.

2) Ils doivent être soumis à une évaluation organoleptique effectuée par échantillonnage. Si l'évaluation organoleptique montre que les escargots sont impropres à la consommation humaine, les mesures doivent être prises pour qu'ils soient retirés du marché et dénaturés de telle sorte qu'ils ne puissent pas être réemployés pour la consommation humaine.

3) Pour l'élaboration des chairs d'escargots décoquillés,

  a) les établissements, selon l'importance de l'activité, doivent réserver des locaux ou emplacements particuliers pour:

    — l'entreposage des emballages et conditionnement,

    — la réception et l'entreposage des escargots vivants,

    — le lavage, l'échaudage, le décoquillage et le parage,

▼M6

— le stockage, et le cas échéant, le nettoyage et le traitement des coquilles,

— le cas échéant, le traitement thermique des chairs,

— le conditionnement ou l'emballage des chairs,

— l'entreposage de produits finis dans des installations frigorifiques;

b) les escargots doivent être contrôlés avant l'échaudage; les escargots morts doivent être exclus de la préparation pour la consommation humaine;

c) après le décoquillage, l'hépato-pancréas enlevé au parage doit être exclu de la consommation humaine.

4) *Conserves*

L'établissement doit remplir les conditions pertinentes prévues au chapitre IV point IV paragraphe 4 de l'annexe de la directive 91/493/CEE.

5) *Escargots cuisinés*

a) Les établissements, selon l'importance de l'activité, doivent réserver des locaux ou emplacements particuliers pour:

— le stockage des chairs d'escargots décoquillés, dans des installations frigorifiques,

— le stockage des coquilles propres,

— le stockage des produits de panification,

— la préparation de la farce,

— la cuisson et le refroidissement,

— l'incorporation des chairs et de la farce dans la coquille, et le conditionnement dans une pièce à température dirigée,

— le cas échéant, la congélation,

— le stockage de produits finis dans des installations frigorifiques.

Les produits doivent respecter les conditions pertinentes figurant à l'annexe B chapitre IX de la directive 77/99/CEE.

b) La chair d'escargots incorporée doit respecter avant cuisson les conditions prévues pour la chair d'escargot décoquillé.

6) *Contrôles microbiologiques*

Selon la procédure prévue à l'article 18 de la présente directive, des critères microbiologiques, incluant des plans d'échantillonnage et des méthodes d'analyse, pourront être fixés, en cas de besoin pour la protection de la santé publique.

7) Les escargots doivent être conditionnés, emballés, entreposés et transportés dans les conditions d'hygiène appropriées prévues aux chapitres VI et VIII de l'annexe de la directive 91/493/CEE.

▼A2

8) Les emballages et les conditionnements des escargots doivent porter une marque d'identification comportant les indications suivantes:

le nom ou les initiales du pays expéditeur en majuscules d'imprimerie, soit: B, CZ, DK, D, EE, EL, E, F, IRL, I, CY, LV, LT, L, HU, MT, NL, AT, PL, P, SI, SK, FI, SE, UK, suivis du numéro d'agrément de l'établissement, et de l'un des sigles suivants: CE, EC, EF, EG, EK, EY, ES, EÜ, EB, KE, WE.

▼M6

C. Pour les importations:

1) les emballages et conditionnement d'escargots décoquillés, cuisinés ou en conserve doivent porter de façon indélébile le nom ou le code ISO du pays d'origine et le numéro d'agrément de l'établissement de production;

2) le modèle de certification de salubrité prévu à l'article 10 paragraphe 2 point c) de la présente directive, devant accompagner chaque envoi d'escargots décoquillés, cuisinés ou en conserve en provenance de pays tiers, est le suivant:

▼M6

MODÈLE DE CERTIFICAT DE SALUBRITÉ RELATIF AUX ESCARGOTS DÉCOQUILLÉS, CUISINÉS OU EN CONSERVE ORIGINAIRES DE PAYS TIERS ET DESTINÉS À LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

Note à l'importateur: ce certificat est destiné seulement au contrôle vétérinaire et doit accompagner l'envoi jusqu'à son arrivée au poste d'inspection frontalier.

N° de référence: .....

Pays expéditeur:

Autorité compétente:

I. **Identification des escargots**

Description du produit:

— espèces (noms scientifiques): .....

— état (1) et nature du traitement: .....

Numéro de code (éventuel): .....

Nature de l'emballage: .....

Nombre d'unités d'emballage: .....

Poids net: .....

Température d'entreposage et de transport requise: .....

II. **Origine des escargots**

Nom(s) et numéro(s) d'agrément officiel de l'(des) établissement(s) agréé(s) par l'autorité compétente pour l'exportation vers la CE:

.....

.....

.....

.....

.....

III. **Destination des produits**

Les escargots sont expédiés de:

.....

(lieu d'expédition)

à: .....

(pays et lieu de destination)

par le moyen de transport suivant (2): .....

Nom et adresse de l'expéditeur: .....

.....

.....

Nom du destinataire et adresse du lieu de destination: .....

.....

(1) Réfrigéré, congelé, décoquillé, cuisiné, en conserve.
(2) Numéro d'immatriculation du véhicule ou du conteneur, numéro de train ou de vol ou nom du navire.

▼M6

IV. **Attestation sanitaire**

L'inspecteur officiel soussigné certifie que les escargots désignés ci-dessus:

1) ont été manipulés et, le cas échéant, blanchis, décoquillés, cuisinés, conservés, congelés, emballés et entreposés de façon hygiénique dans le respect des conditions prévues au chapitre 3 partie I de l'annexe II de la directive 92/118/CEE;

2) ont fait l'objet d'un programme d'autocontrôle établi et exécuté par le responsable de l'établissement selon les dispositions prévues par la décision 94/356/CE;

3) ont été soumis à un contrôle sanitaire officiel conformément aux dispositions pertinentes du chapitre V de l'annexe de la directive 91/493/CEE.

L'inspecteur officiel soussigné déclare avoir connaissance des dispositions prévues au chapitre 3 partie I de l'annexe II de la directive 92/118/CEE du Conseil, à l'annexe chapitres III, IV, V, VI et VIII de la directive 91/493/CEE, par la décision 94/356/CE et l'annexe B chapitre IX de la directive 77/99/CEE.

Fait à ....., le .....

Sceau officiel (1)

Nom en lettres capitales et signature de l'inspecteur officiel (1)

(1) La couleur du sceau et de la signature doit être différente de celle des autres mentions du certificat.

▼M6

II. **Conditions sanitaires spécifiques applicables aux échanges et aux importations de cuisses de grenouilles destinées à la consommation humaine**

A. Sans préjudice des dispositions communautaires, nationales ou internationales relatives à la préservation de la faune sauvage, les cuisses de grenouilles visées par le présent chapitre sont les parties postérieures du corps sectionné transversalement en arrière des membres antérieurs, éviscérées et dépouillées de la peau, provenant des espèces *Rana* sp. (famille des ranidés), présentées à l'état frais, congelé ou transformé.

B. Les États membres veillent à ce que les cuisses de grenouilles ne soient l'objet d'échanges pour la consommation humaine que si elles répondent aux conditions suivantes:

1) Les grenouilles doivent être abattues, saignées, préparées et, le cas échéant, réfrigérées, congelées, transformées, emballées et entreposées dans des établissements:

— répondant aux conditions visées à l'article 4 point 2) de la présente directive,

— agréées par l'autorité compétente dans le respect des exigences appropriées prévues aux chapitres III et IV de l'annexe de la directive 91/493/CEE,

— soumis à une surveillance par l'autorité compétente des conditions de production et à un contrôle sanitaire conformément au chapitre V paragraphe I points 3 et 5, et paragraphe II points 3 et 4 de l'annexe de la directive 91/493/CEE,

— exerçant un autocontrôle selon les dispositions prévues par la décision 94/356/CE.

2) Les cuisses de grenouilles doivent être soumises à un examen organoleptique effectué par échantillonnage. Si l'évaluation organoleptique montre que les cuisses de grenouilles sont impropres à la consommation humaine, des mesures doivent être prises pour qu'elles soient retirées du marché et dénaturées de telle sorte qu'elles ne puissent pas être réemployées pour la consommation humaine.

3) En outre, un local spécial doit être réservé à l'entreposage et au lavage des grenouilles vivantes, à leur abattage et à leur saignée. La mort des grenouilles ne peut avoir lieu que par abattage dans un établissement agréé. Les grenouilles mortes avant l'abattage ne doivent pas être préparées pour la consommation humaine. Ce local doit répondre aux conditions visées au chapitre III paragraphe I point 2 de l'annexe de la directive 91/493/CEE et doit être physiquement séparé de la salle de préparation.

4) Immédiatement après leur préparation, les cuisses de grenouilles doivent être abondamment lavées à l'eau potable courante et, sans délai, réfrigérées à la température de la glace fondante, ou congelées à une température au minimum de − 18 ºC, ou transformées.

5) Si les cuisses de grenouilles sont transformées, la transformation doit être effectuée selon les règles prescrites au chapitre IV de l'annexe de la directive 91/493/CEE.

6) *Contrôles microbiologiques*

Selon la procédure prévue à l'article 18 de la présente directive, des critères microbiologiques, incluant des plans d'échantillonnage et des méthodes d'analyse, pourront être fixés, en cas de besoin pour la protection de la santé publique.

7) Les cuisses de grenouilles doivent être conditionnées, emballées, entreposées et transportées dans les conditions d'hygiène appropriées prévues aux chapitres VI et VIII de la directive 91/493/CEE.

▼A2

8) Les emballages et conditionnements de cuisses de grenouilles doivent porter une marque d'identification comportant les indications suivantes:

le nom ou les initiales du pays expéditeur en majuscules d'imprimerie, soit: B, CZ, DK, D, EE, EL, E, F, IRL, I, CY, LV, LT, L, HU, MT, NL, AT, PL, P, SI, SK, FI, SE, UK, suivis du numéro d'agrément de l'établissement, et de l'un des sigles suivants: CE, EC, EF, EG, EK, EY, ES, EÜ, EB, KE, WE.

▼M6

C. Pour les importations:

1) les emballages et conditionnement de cuisses de grenouilles doivent porter de façon indélébile le nom ou le code ISO du pays d'origine et le numéro d'agrément de l'établissement de production;

▼**M6**

2) le modèle de certificat de salubrité prévu à l'article 10 paragraphe 2 point c) de la présente directive, devant accompagner chaque envoi de cuisses de grenouilles en provenance de pays tiers, est le suivant:

▼M6

MODÈLE DE CERTIFICAT DE SALUBRITÉ RELATIF AUX CUISSES DE GRENOUILLES RÉFRIGÉRÉES, CONGELÉES OU TRANSFORMÉES ORIGINAIRES DE PAYS TIERS ET DESTINÉES À LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

Note à l'importateur: ce certificat est destiné seulement au contrôle vétérinaire et doit accompagner l'envoi jusqu'à son arrivée au poste d'inspection frontalier.

N° de référence: .....

Pays expéditeur:

Autorité compétente:

I. **Identification des cuisses de grenouilles**

Description du produit:

— espèces (noms scientifiques): .....

— état (1) et nature du traitement: .....

Numéro de code (éventuel): .....

Nature de l'emballage: .....

Nombre d'unités d'emballage: .....

Poids net: .....

Température d'entreposage et de transport requise: .....

II. **Origine des cuisses de grenouilles**

Nom(s) et numéro(s) d'agrément officiel de l'(des) établissement(s) agréé(s) par l'autorité compétente pour l'exportation vers la CE:

.....

.....

.....

.....

.....

III. **Destination des produits**

Les cuisses de grenouilles sont expédiées de:

.....

(lieu d'expédition)

à: .....

(pays et lieu de destination)

par le moyen de transport suivant (2): .....

Nom et adresse de l'expéditeur: .....

.....

.....

Nom du destinataire et adresse du lieu de destination: .....

.....

(1) Réfrigéré, congelé, transformé.

(2) Numéro d'immatriculation du véhicule ou du conteneur, numéro de train ou de vol ou nom du bateau.

▼M6

IV. **Attestation sanitaire**

L'inspecteur officiel soussigné certifie que les cuisses de grenouilles désignées ci-dessus:

1) proviennent de grenouilles qui ont été abattues, saignées et préparées, et qui sont le cas échéant réfrigérées, congelées, ou transformées, emballées et entreposées de façon hygiénique dans le respect des conditions prévues au chapitre 3 partie II de l'annexe II de la directive 92/118/CEE;

2) ont fait l'objet d'un programme d'autocontrôle établi et exécuté par le responsable de l'établissement selon les dispositions prévues par la décision 94/356/CE;

3) ont été soumises à un contrôle sanitaire officiel conformément aux dispositions pertinentes du chapitre V de l'annexe de la directive 91/493/CEE.

L'inspecteur officiel soussigné déclare avoir connaissance des dispositions prévues au chapitre 3 partie II de l'annexe II de la directive 92/118/CEE, des dispositions prévues à l'annexe chapitres III, IV, V, VI et VII de la directive 91/493/CEE et des dispositions prévues par la décision 94/356/CE.

Fait à ....., le .....

Sceau officiel (1)

Nom en lettres capitales et signature de l'inspecteur officiel (1)

(1) La couleur du sceau et de la signature doit être différente de celle des autres mentions du certificat.

▼M10

CHAPITRE 4

▼M15

SECTION A

▼M10

CONDITIONS SANITAIRES SPÉCIFIQUES POUR LA PRÉPARATION DE GÉLATINE DESTINÉE À LA CONSOMMATION HUMAINE

Le présent chapitre fixe les conditions sanitaires applicables à la mise sur le marché et aux importations de gélatine destinée à la consommation humaine, mais à l'exclusion de la gélatine destinée à des usages pharmaceutiques, cosmétiques ou autres usages techniques ainsi qu'à des dispositifs médicaux.

Aux fins du présent chapitre, les définitions suivantes sont applicables:

— gélatine: toute protéine naturelle soluble, gélifiante ou non, obtenue par hydrolyse partielle de collagène produit à partir d'os, de peaux et de tendons d'animaux (poissons et volailles compris),

— peaux: tous les tissus cutanés et sous-cutanés,

— tannage: le durcissement de peaux à l'aide de matières de tannage végétales, sels de chrome ou autres substances telles que les sels d'aluminium, sels ferriques, sels siliciques, aldéhydes et quinones, ou autres agents de durcissement synthétiques,

— pays ou région de la catégorie 1: pays ou région classé comme indemne d'ESB conformément à la législation communautaire,

— pays ou région de la catégorie 2: pays ou région classé comme provisoirement indemne d'ESB conformément à la législation communautaire,

— pays ou région de la catégorie 3: pays ou région classé comme présentant peu de risque sur le plan de l'ESB conformément à la législation communautaire,

— pays ou région de la catégorie 4: pays ou région classé comme présentant beaucoup de risque sur le plan de l'ESB conformément à la législation communautaire.

La gélatine destinée à la consommation humaine doit remplir les conditions suivantes:

I. Conditions applicables aux établissements produisant de la gélatine

La gélatine destinée à la consommation humaine doit provenir d'établissements:

1) qui remplissent les conditions énoncées dans les chapitres I, II, V, VI, VII, VIII, IX et X de l'annexe de la directive 93/43/CEE;

2) qui sont autorisés et enregistrés conformément à l'article 11 de la directive 77/99/CEE;

3) qui sont soumis, le cas échéant, aux conditions de contrôle de la production par l'autorité compétente conformément à l'annexe B, chapitre IV, de la directive 77/99/CEE;

4) qui appliquent un programme d'autocontrôle conformément à l'article 7, paragraphes 1 et 3, de la directive 77/99/CEE;

5) qui conservent pendant deux ans un registre des sources de toutes les matières entrantes et de tous les produits sortants;

6) qui instaurent et appliquent un système permettant d'établir le lien entre chaque lot de production expédié, les lots de matières premières entrants, les conditions de production et la date de production.

II. Prescriptions applicables aux matières premières à utiliser pour la fabrication de gélatine

1. Les matières premières suivantes peuvent entrer dans la fabrication de gélatine destinée à la consommation humaine:

   — os,

   — peaux d'animaux ruminants d'élevage,

   — peaux de porcs,

   — peaux de volailles,

   — tendons,

   — peaux de gibier sauvage,

   — peaux et arêtes de poisson.

2. L'utilisation d'os obtenus de ruminants nés, élevés ou abattus dans des pays ou régions de la catégorie 4 est interdite.

3. L'utilisation de peaux soumises à des opérations de tannage est interdite.

▼M10

4. Les matières premières citées aux cinq premiers tirets du paragraphe 1 proviennent d'animaux qui ont été abattus dans un abattoir et dont les carcasses ont été jugées propres à la consommation humaine à la suite d'une inspection *ante* et *post mortem*.

5. Les matières premières citées au sixième tiret du paragraphe 1 proviennent d'animaux abattus dont les carcasses ont été jugées propres à la consommation humaine à la suite des inspections prévues à l'article 3 de la directive 92/45/CEE du Conseil ([1]).

6. Les matières premières citées aux six premiers tirets du paragraphe 1 proviennent d'abattoirs, d'ateliers de découpe, d'établissements de transformation de viandes, d'ateliers de transformation des viandes de gibier sauvage, d'usines de dégraissage d'os, de tanneries, de centres de collecte, de magasins de détail ou d'installations jouxtant des points de vente, où la viande et la viande de volaille sont découpées et stockées exclusivement pour l'approvisionnement direct du consommateur final.

7. Les matières premières citées au dernier tiret du paragraphe 1 proviennent d'usines de fabrication de produits à base de poisson destinés à la consommation humaine, agréées ou enregistrées conformément aux dispositions de la directive 91/493/CEE du Conseil ([2]).

8. Les centres de collecte et tanneries qui comptent fournir de la matière première pour la production de gélatine destinée à la consommation humaine sont autorisés spécialement à cet effet et enregistrés par les autorités compétentes, et ils doivent satisfaire aux conditions suivantes:

   a) ils doivent disposer de locaux de stockage aux sols durs et aux parois lisses qui soient faciles à nettoyer et à désinfecter;

   b) le cas échéant, ils doivent disposer d'installations de réfrigération;

   c) les locaux de stockage doivent être maintenus dans un état de propreté et d'entretien adéquat, de manière à ne pas constituer une source de contamination pour les matières premières;

   d) si des matières premières non conformes aux prescriptions de la présente section sont stockées et/ou transformées dans ces locaux, elles doivent être maintenues séparées, pendant toute la période de réception, stockage, transformation et expédition, des matières premières conformes à la présente section;

   e) ils doivent être inspectés par l'autorité compétente à intervalles réguliers pour garantir le respect des dispositions du présent chapitre et vérifier les documents comptables et/ou certificats sanitaires permettant de remonter à l'origine des matières premières.

9. Les importations dans la Communauté de matières premières destinées à la production de gélatine pour la consommation humaine sont assujetties aux dispositions suivantes:

   — les États membres n'autorisent l'importation de ces matières premières qu'en provenance de pays tiers figurant dans la liste établie par la décision 79/542/CEE du Conseil ([3]), 94/85/CE ([4]) ou 97/296/CE ([5]) ou 94/86/CE de la Commission ([6]), selon les cas;

   — chaque lot est accompagné d'un certificat conforme au modèle établi conformément à la procédure prévue à l'article 18 de la présente directive.

III. **Transport et stockage de matières premières**

1. Les transports de matières premières destinées à la production de gélatine doivent être effectués dans de bonnes conditions de propreté dans des véhicules appropriés.

   Pendant le transport, lors de la prise en charge dans le centre de collecte, dans la tannerie et dans l'établissement de production de gélatine, les matières premières doivent être accompagnées d'un document commercial conforme au modèle figurant dans la partie VIII du présent chapitre.

2. Les matières premières doivent être transportées et stockées réfrigérées ou congelées, à moins d'être transformées dans les vingt-quatre heures suivant leur départ.

([1]) JO L 268 du 14.9.1992, p. 35.
([2]) JO L 268 du 24.9.1991, p. 15.
([3]) JO L 146 du 14.6.1979, p. 15.
([4]) JO L 44 du 17.2.1994, p. 31.
([5]) JO L 122 du 14.5.1997, p. 21.
([6]) JO L 44 du 17.2.1994, p. 33.

▼**M10**

Par dérogation à l'alinéa précédent, les os dégraissés et séchés ou l'osséine, ainsi que les peaux salées, séchées et chaulées ou celles traitées à l'alcali ou à l'acide, peuvent être transportés et stockés à température ambiante.

3. Les locaux de stockage doivent demeurer dans un état de propreté et d'entretien satisfaisant, de manière à ne pas constituer une source de contamination pour les matières premières.

IV. **Conditions applicables à la fabrication de gélatine**

1. La gélatine doit être fabriquée selon un procédé qui garantisse:
   — que tous les os de ruminants qui proviennent d'animaux nés, élevés et abattus dans des pays ou régions de la catégorie 3 soient soumis soit à un procédé garantissant que tous les os soient finement broyés, dégraissés à l'eau chaude et traités à l'acide chlorhydrique dilué (à une concentration minimale de 4 % et un pH < 1,5) pendant une période d'au moins deux jours, suivie d'un traitement alcalin par solution de chaux saturée (pH > 12,5) pendant une période d'au moins vingt jours, avec stérilisation à 138-140 ºC pendant quatre secondes, soit à un procédé équivalent agréé par la Commission, après consultation du comité scientifique compétent,
   — que les autres matières premières soient soumises à un traitement à l'acide ou l'alcali, suivi d'un ou de plusieurs rinçages. Le pH doit être adapté en conséquence. La gélatine doit être extraite par chauffage à une ou plusieurs reprises successives, cette opération étant suivie d'une purification par filtrage et stérilisation.
2. Après avoir subi les procédés décrits au point 1, la gélatine peut passer par un procédé de séchage et, le cas échéant, un procédé de pulvérisation ou de feuilletage.
3. L'utilisation d'agents de conservation autres que le dioxyde de soufre et le peroxyde d'hydrogène est interdite.
4. Sous réserve que les exigences applicables à la gélatine non destinée à la consommation humaine soient exactement les mêmes que celles applicables à la gélatine destinée à la consommation humaine, la fabrication et le stockage peuvent avoir lieu dans le même établissement.

V. **Prescriptions applicables aux produits finis**

Chaque lot de production de gélatine doit subir des tests garantissant qu'il respecte les critères suivants:

1. *Critères microbiologiques*

Paramètres microbiologiques	Limite
Bactéries aérobies totales	10^3/g
Coliformes (30 ºC)	0/g
Coliformes (44,5 ºC)	0/10 g
Bactéries anaérobies sulfitoréductrices (pas de production de gaz)	10/g
Clostridium perfringens	0/g
Staphylococcus aureus	0/g
Salmonella	0/25 g

2. *Résidus*

Éléments	Limite
As	1 ppm
Pb	5 ppm
Cd	0,5 ppm
Hg	0,15 ppm
Cr	10 ppm
Cu	30 ppm

▼M10

Éléments	Limite
Zn	50 ppm
Humidité (105 ºC)	15 %
Cendres (550 ºC)	2 %
SO_2 (Reith Williems)	50 ppm
H_2O_2 [*Pharmacopée européenne* 1986 (V_2O_2)]	10 ppm

VI. **Emballage, stockage et transport**

1. La gélatine destinée à la consommation humaine doit être emballée, conditionnée, stockée et transportée dans de bonnes conditions d'hygiène; en particulier:
   — un local doit être prévu pour le stockage des matières de conditionnement,
   — le conditionnement et l'emballage doivent avoir lieu dans un local ou en un endroit prévu à cet effet.
2. Les conditionnements et emballages contenant de la gélatine doivent:

▼A2

   — porter une marque d'identification comportant les indications suivantes:

   le nom ou les initiales du pays expéditeur en majuscules d'imprimerie, soit: B, CZ, DK, D, EE, EL, E, F, IRL, I, CY, LV, LT, L, HU, MT, NL, AT, PL, P, SI, SK, FI, SE, UK, suivis du numéro d'agrément de l'établissement, et de l'un des sigles suivants: CE - EC - EF - EG - EK - EY - ES - EÜ - EB - KE - WE,

▼M10

   et

   — porter les termes «Gélatine destinée à la consommation humaine».

3. La gélatine doit être accompagnée pendant le transport d'un document commercial conforme à l'article 3 (A), paragraphe 9, point a), de la directive 77/99/CEE, qui doit porter les termes «Gélatine destinée à la consommation humaine» et la date de préparation.

VII. **Importation de gélatine en provenance de pays tiers**

A. Les États membres veillent à ce que la gélatine destinée à la consommation humaine ne soit importée que si:
   — elle provient de pays tiers figurant dans la liste de la partie XIII de l'annexe de la décision 94/278/CE de la Commission ([1]),
   — elle provient d'établissements remplissant les conditions fixées dans la partie I du présent chapitre,
   — elle a été produite à partir de matières premières répondant aux exigences des parties II et III du présent chapitre,
   — elle a été fabriquée dans le respect des conditions énoncées dans la partie IV du présent chapitre,
   — elle remplit les critères énoncés à la partie V et les conditions prévues à la partie VI.1 du présent chapitre,
   — elle porte sur son conditionnement et son emballage une marque d'identification fournissant les indications suivantes:

   le code ISO du pays d'origine suivi du numéro d'enregistrement de l'établissement,

   et

   — elle est accompagnée d'un certificat conforme au modèle établi selon la procédure prévue à l'article 18 de la présente directive.

B. Conformément à la procédure prévue à l'article 18 de la présente directive, la Commission peut reconnaître que les mesures sanitaires appliquées par un pays tiers à la production de gélatine destinée à la consommation humaine offrent des garanties équivalentes à celles appliquées à la mise sur le marché dans la Communauté, si le pays tiers fournit des preuves objectives en ce sens.

([1]) JO L 120 du 11.5.1994, p. 44.

▼**M10**

Lorsque la Commission reconnaît l'équivalence desdites mesures sanitaires à un pays tiers, elle adopte, selon la même procédure, les conditions qui régissent l'importation de gélatine destinée à la consommation humaine, y compris le certificat sanitaire qui doit accompagner le produit.

▼M10

VIII. **Modèle de document commercial pour la matière première destinée à la production de gélatine pour la consommation humaine**

DOCUMENT COMMERCIAL

pour la matière première destinée à la production de gélatine pour la consommation humaine

Numéro du document commercial: .....

I. **Identification de la matière première**

Nature de la matière première: .....

Matière première provenant d'animaux des espèces suivantes: .....

.....

Poids net: .....

Marque d'identification (palettes ou conteneur): .....

II. **Origine de la matière première** (1)

Abattoir

Adresse de l'établissement: .....

Numéro d'agrément/d'enregistrement vétérinaire: .....

Atelier de découpe

Adresse de l'établissement: .....

Numéro d'agrément/d'enregistrement vétérinaire: .....

Usine de fabrication de produits à base de viande

Adresse de l'établissement: .....

Numéro d'agrément/d'enregistrement vétérinaire: .....

Autre usine de fabrication de produits animaux

Adresse de l'établissement: .....

►(1) Numéro d'enregistrement ◄: .....

Établissement de transformation des viandes de gibier sauvage

Adresse de l'établissement: .....

Numéro d'agrément vétérinaire: .....

Usines de fabrication de produits à base de poisson

Adresse de l'établissement: .....

Numéro d'agrément/d'enregistrement vétérinaire: .....

Centres de collecte

Adresse de l'établissement: .....

►(1) Numéro d'enregistrement ◄: .....

Tannerie

Adresse de l'établissement: .....

►(1) Numéro d'enregistrement ◄: .....

Magasin de détail

Adresse: .....

(1) Biffer les mentions inutiles.

►(1) M15

▼**M10**

Installations jouxtant des points de vente, où la viande et la viande de volaille sont découpées et stockées exclusivement pour l'approvisionnement direct du consommateur final

Adresse: .....

III. **Destination de la matière première**

La matière première sera expédiée vers l'établissement suivant (centre de collecte/tannerie/usine de fabrication de gélatine) [1]:

Raison sociale: .....

Adresse: .....

IV. **Déclaration**

Je soussigné déclare avoir lu et compris les dispositions des parties II et III, chapitre 4, de l'annexe II de la directive 92/118/CEE et [1]

— que les peaux d'animaux ruminants d'élevage, os, peaux de pors, peaux et tendons de volailles décrits ci-dessus proviennent d'animaux qui ont été abattus dans un abattoir et dont les carcasses ont été jugées propres à la consommation humaine à l'issue d'une inspection *ante* et *post mortem*,

et/ou

— que les peaux de gibier sauvage décrites ci-dessus proviennent d'animaux qui ont été abattus et dont les carcasses ont été jugées propres à la consommation humaine à l'issue des inspections prévues à l'article 3 de la directive 92/45/CEE,

et/ou

— que la peau et les arêtes de poisson décrites ci-dessus proviennent d'usines de fabrication de produits à base de poisson destinés à la consommation humaine agréées ou enregistrées conformément aux dispositions de la directive 91/493/CEE.

Fait à ....., le .....

.....
(Signature du propriétaire de l'usine ou de ses représentants)

[1] Biffer les mentions inutiles.

▼M15

SECTION B

CONDITIONS SANITAIRES SPÉCIFIQUES POUR LA PRÉPARATION DE COLLAGÈNE DESTINÉ À LA CONSOMMATION HUMAINE

I. **Généralités**

1. La présente section fixe les conditions sanitaires applicables à la mise sur le marché et aux importations de collagène destiné à la consommation humaine.

2. Aux fins de la présente section, les définitions des termes «peaux» et «tannage» figurant à la section A sont applicables.

   Les définitions suivantes sont également applicables:

   a) collagène: produit à base de protéines obtenu à partir de peaux et de tendons d'animaux, ainsi que d'os de porcs et de volailles, et d'arêtes de poisson, fabriqué au moyen de la méthode exposée dans la partie V;

   b) collagène destiné à la consommation humaine: collagène destiné à être consommé sous la forme de denrée alimentaire ou à entrer dans la composition d'une denrée alimentaire ou d'un produit destiné à la consommation humaine ou à conditionner une telle denrée ou un tel produit.

3. Le collagène destiné à la consommation humaine doit remplir les conditions énoncées dans les parties II à X.

II. **Établissements produisant du collagène**

Le collagène destiné à la consommation humaine doit provenir d'établissements qui satisfont aux conditions définies dans la section A, partie I.

III. **Matières premières et établissements qui les fournissent**

1. Les matières premières suivantes peuvent entrer dans la fabrication de collagène destiné à la consommation humaine:

   a) peaux d'animaux ruminants d'élevage;

   b) peaux, os et intestins de porcs;

   c) peaux et os de volailles;

   d) tendons;

   e) peaux de gibier sauvage;

   f) peaux et arêtes de poisson.

2. L'utilisation de peaux soumises à des opérations de tannage est interdite.

3. Les matières premières doivent remplir les conditions suivantes:

   — pour les matières premières énumérées au point 1 a) à d), les conditions fixées à la section A, partie II, point 4, sont applicables,

   — pour la matière première visée au point 1 e), les conditions fixées à la section A, partie II, point 5, sont applicables,

   — pour les matières premières énumérées au point 1 a) à e), les conditions fixées à la section A, partie II, point 6, sont applicables, à ceci près que les matières premières ne peuvent provenir d'usines de dégraissage d'os de ruminants,

   — pour la matière première visée au point 1 f), les conditions fixées à la section A, partie II, point 7, sont applicables.

4. Les centres de collecte et tanneries qui fournissent la matière première pour la production de collagène destiné à la consommation humaine sont autorisés spécialement à cet effet et enregistrés par les autorités compétentes. Ils doivent satisfaire aux conditions fixées à la section A, partie II, point 8.

IV. **Transport et stockage de la matière première**

1. Le transport et le stockage de la matière première destinée à la production de collagène sont effectués conformément à la section A, partie III.

2. Pendant le transport et au moment de la livraison dans les centres de collecte, les tanneries et les usines de transformation de collagène, les matières premières doivent être accompagnées d'un document commercial conforme au modèle figurant dans la partie IX de la présente section.

V. **Fabrication du collagène**

1. Le collagène doit être fabriqué selon un procédé garantissant que la matière première est soumise à un traitement comportant un lavage, une adaptation du pH au moyen d'un acide ou d'un alcali, suivie d'un ou de plusieurs

▼M15

rinçages, d'une filtration et d'une extrusion, ou selon un procédé équivalent agréé par la Commission, après consultation du comité scientifique compétent.

2. Après avoir subi le procédé visé au point 1, le collagène peut passer par un procédé de séchage.

3. Le collagène non destiné à la consommation humaine ne peut être produit et stocké dans le même établissement que le collagène destiné à la consommation humaine que si les conditions de production et de stockage sont rigoureusement identiques à celles exposées dans la présente section.

4. L'utilisation d'agents de conservation autres que ceux autorisés par la législation communautaire est interdite.

VI. **Produits finis**

Des mesures appropriées, comprenant des tests, seront mises en œuvre afin de garantir que chaque lot de production de collagène respecte les critères microbiologiques et les critères en matière de résidus énoncés à la section A, partie V. Toutefois, dans la mesure où la fabrication des produits souhaités (boyaux à base de collagène, par exemple) l'impose, aucune teneur maximale en eau et en cendres ne s'appliquera.

VII. **Emballage, stockage et transport**

1. Le collagène destiné à la consommation humaine doit être conditionné, emballé, stocké et transporté dans de bonnes conditions d'hygiène et, en particulier, remplir les conditions mentionnées à la section A, partie VI, point 1.

2. Les conditionnements et emballages contenant du collagène doivent porter une marque d'identification fournissant les indications énumérées à la section A, partie VI, point 2, premier tiret, et comporter la mention «Collagène propre à la consommation humaine», ainsi que la date de préparation et le numéro du lot.

3. Pendant le transport, le collagène doit être accompagné d'un document commercial conforme à l'article 3 A, paragraphe 9, point a), de la directive 77/99/CEE, qui doit comporter la mention «Collagène propre à la consommation humaine», ainsi que la date de préparation et le numéro du lot.

VIII. **Importation, en provenance de pays tiers, de collagène et de matières premières destinées à la production de collagène pour la consommation humaine**

1. Les États membres n'autorisent l'importation dans la Communauté de collagène destiné à la consommation humaine que s'il:

   a) provient de pays tiers énumérés dans la partie XIII de l'annexe de la décision 94/278/CE de la Commission ([1]);

   b) provient d'établissements remplissant les conditions fixées dans la partie II de la présente section;

   c) a été produit à partir de matières premières répondant aux exigences des parties III et IV de la présente section;

   d) a été fabriqué selon les conditions énoncées dans la partie V de la présente section;

   e) satisfait aux critères fixés dans la partie VI et aux conditions de conditionnement, d'emballage, de stockage et de transport définies dans la partie VII, point 1, de la présente section;

   f) porte, sur son conditionnement et son emballage, une marque d'identification fournissant les indications précisées à la section A, partie VII, point A, sixième tiret;

   g) est accompagné d'un certificat sanitaire conforme au modèle établi dans la partie X a) de la présente section.

2. Les États membres n'autorisent l'importation dans la Communauté d'une des matières premières énumérées dans la partie III, point 1, de la présente

([1]) JO L 120 du 11.5.1994, p. 44.

▼**M15**

section, aux fins de la production de collagène destiné à la consommation humaine, que si:

a) elle provient de pays tiers énumérés, selon le cas, dans la décision 79/542/CEE du Conseil ([1]), dans la décision 94/85/CE de la Commission ([2]), dans la décision 94/86/CE de la Commission ([3]) ou dans la décision 97/296/CE de la Commission ([4]);

b) un certificat sanitaire conforme au modèle établi dans la partie X b) de la présente section accompagne chaque lot de matière première.

3. Les certificats sanitaires visés aux points 1 g) et 2 b) doivent comporter un seul feuillet et être remplis dans au moins une langue officielle de l'État membre par lequel le lot pénètre pour la première fois dans la Communauté et au moins une langue officielle de l'État membre de destination.

4. La Commission peut reconnaître, selon la procédure prévue à l'article 18, que les mesures sanitaires appliquées par un pays tiers à la production de collagène destiné à la consommation humaine offrent des garanties équivalentes à celles existant pour la mise sur le marché dans la Communauté, si le pays tiers en question fournit des preuves objectives en ce sens. Lorsque la Commission reconnaît une telle équivalence, elle adopte, selon la même procédure, les conditions qui régissent l'importation de collagène destiné à la consommation humaine.

([1]) JO L 146 du 14.6.1979, p. 15.
([2]) JO L 44 du 17.2.1994, p. 31.
([3]) JO L 44 du 17.2.1994, p. 33.
([4]) JO L 122 du 14.5.1997, p. 21.

▼M15

IX. **Modèle de document commercial pour la matière première destinée à la production de collagène pour la consommation humaine**

Numéro du document commercial: .....

1. **Identification de la matière première**

Nature (par exemple, peaux): .....

Espèce animale (par exemple, bovine, porcine): .....

Poids net (kg): .....

Marque d'identification (palette ou conteneur): .....

2. **Origine de la matière première**

— *Abattoir*

Adresse de l'établissement: .....

.....

Numéro d'agrément/d'enregistrement vétérinaire: .....

— *Atelier de découpe*

Adresse de l'établissement: .....

.....

Numéro d'agrément/d'enregistrement vétérinaire: .....

— *Usine de fabrication de produits à base de viande*

Adresse de l'établissement: .....

.....

Numéro d'agrément/d'enregistrement vétérinaire: .....

— *Autre usine de fabrication de produits animaux*

Adresse de l'établissement: .....

.....

Numéro d'enregistrement: .....

— *Établissement de transformation des viandes de gibier sauvage*

Adresse de l'établissement: .....

.....

Numéro d'agrément vétérinaire: .....

— *Usine de fabrication de produits à base de poisson*

Adresse de l'établissement: .....

.....

Numéro d'agrément/d'enregistrement vétérinaire: .....

▼**M15**

— *Centres de collecte*

Adresse de l'établissement: .....

.....

Numéro d'enregistrement:

.....

— *Tannerie*

Adresse de l'établissement: .....

.....

Numéro d'enregistrement: .....

— *Magasin de détail*

Adresse: .....

.....

— *Installations jouxtant des points de vente, où la viande et la viande de volaille sont découpées et stockées exclusivement pour l'approvisionnement direct du consommateur final*

Adresse: .....

3. **Destination de la matière première**

Nom du centre de collecte/de la tannerie/de l'usine de fabrication de collagène (1), où la matière première est expédiée:

.....

Adresse: .....

.....

4. **Déclaration**

Je soussigné, vétérinaire officiel, déclare avoir lu et compris les dispositions du chapitre 4, section B, parties III et IV, de l'annexe II de la directive 92/118/CEE et

— que les peaux d'animaux ruminants d'élevage/peaux, os et intestins de porcs/peaux et os de volailles/tendons décrits ci-dessus proviennent d'animaux qui ont été abattus dans un abattoir et dont les carcasses ont été jugées propres à la consommation humaine à l'issue d'inspections *ante* et *post mortem*, et/ou (1)

— que les peaux de gibier sauvage décrites ci-dessus proviennent d'animaux qui ont été abattus et dont les carcasses ont été jugées propres à la consommation humaine à l'issue des inspections prévues à l'article 3 de la directive 92/45/CEE du Conseil (JO L 268 du 14.9.1992, p. 35), et/ou (1)

— que la peau et les arêtes de poisson décrites ci-dessus proviennent d'usines de fabrication de produits à base de poisson destinés à la consommation humaine, agréées ou enregistrées conformément aux dispositions de la directive 91/493/CEE du Conseil (JO L 268 du 24.9.1991, p. 15) (1).

Fait à ..... le .....
(lieu) (date)

.....
(Signature du propriétaire de l'usine ou de ses représentants) (2)

.....
(Nom en lettres capitales)

(1) Biffer les mentions inutiles.
(2) La signature doit être d'une couleur autre que celle de l'impression.

▼**M15**

X a) **Modèle de certificat sanitaire relatif au collagène pour la consommation humaine destiné à la Communauté européenne**

Note à l'attention de l'importateur: le présent certificat est destiné exclusivement à des fins vétérinaires et doit accompagner le lot concerné jusqu'au poste d'inspection frontalier.

Numéro de référence du certificat sanitaire: .....

Pays de destination: .....

Pays exportateur: .....

Ministère responsable: .....

Service certificateur: .....

1. **Identification du collagène**

Type de produits: .....

Espèce animale et nature des matières premières utilisées (par exemple, peaux de bovins):

.....

Date de fabrication: .....

Type d'emballage: .....

Nombre d'unités d'emballage: .....

Durée de conservation garantie: .....

Poids net (kg): .....

Adresse(s) et numéro(s) d'enregistrement de l'établissement (des établissements) de production agréé(s) et enregistré(s): .....

.....

2. **Destination du collagène**

Le collagène est expédié de: .....
(lideu de chargement)

à: .....
(pays et lieu de destination)

par le moyen de transport suivant [1]: .....

Nom et adresse de l'expéditeur: .....

.....

Nom et adresse du destinataire: .....

.....

[1] Indiquer le nom ou le numéro d'immatriculation (pour les wagons de chemin de fer et les camions), le numéro du vol (pour les avions) ou le nom (pour les bateaux). Cette information doit être mise à jour en cas de déchargement et rechargement.

▼**M15**

3. **Attestation sanitaire**

Je soussigné, vétérinaire officiel, déclare connaître les dispositions du chapitre 4, section B, de l'annexe II, de la directive 92/118/CEE et certifie que le collagène décrit ci-dessus:

— provient d'établissements qui remplissent les conditions prévues dans la partie II de ladite section,

— a été produit à partir de matières premières conformes aux conditions énoncées dans les parties III et IV de la ladite section,

— a été fabriqué selon les conditions énoncées dans la partie V de ladite section,

— satisfait aux conditions énoncées dans la partie VI et la partie VII, point 1, de ladite section.

Fait à ..... le .....
(lieu) (date)

.....
(Signature du vétérinaire officiel) (2)

.....
(Nom en lettres capitales)

Cachet du vétérinaire officiel (2)

(2) La signature et le cachet doivent être d'une couleur autre que celle de l'impression.

▼M15

X b) **Modèle de certificat sanitaire relatif à la matière première, destinée à la Communauté européenne, pour la production de collagène aux fins de la consommation humaine**

Note à l'attention de l'importateur: le présent certificat est destiné exclusivement à des fins vétérinaires et doit accompagner le lot concerné jusqu'au poste d'inspection frontalier.

Numéro de référence du certificat sanitaire: .....

Pays de destination: .....

Pays exportateur: .....

Ministère responsable: .....

Service certificateur: .....

1. **Identification de la matière première**

Espèce animale et nature (par exemple, peaux de bovins, peaux de porcs): .....

Date de production: .....

Type d'emballage: .....

Nombre d'unités d'emballage: .....

Durée de conservation garantie: .....

Poids net (kg): .....

2. **Origine de la matière première**

Adresse(s) et numéro(s) d'enregistrement de l'établissement (des établissements) de production agréé(s) et enregistré(s): .....

.....

3. **Destination de la matière première**

La matière première est expédiée de: .....
(lieu de chargement)

à: .....
(pays et lieu de destination)

par le moyen de transport suivant (1): .....

Nom et adresse de l'expéditeur: .....

.....

Nom et adresse du destinataire: .....

.....

(1) Indiquer le nom ou le numéro d'immatriculation (pour les wagons de chemin de fer et les camions), le numéro du vol (pour les avions) ou le nom (pour les bateaux). Cette information doit être mise à jour en cas de déchargement et rechargement.

▼**M15**

4. **Attestation sanitaire**

Je soussigné, vétérinaire officiel, déclare connaître les dispositions du chapitre 4, section B, de l'annexe II, de la directive 92/118/CEE et certifie que la matière première décrite ci-dessus est conforme aux exigences de la partie III de ladite section et, en particulier:

— que les peaux d'animaux ruminants d'élevage/peaux, os et intestins de porcs/peaux et os de volailles/tendons décrits ci-dessus proviennent d'animaux qui ont été abattus dans un abattoir et dont les carcasses ont été jugées propres à la consommation humaine à l'issue d'inspections *ante* et *post mortem*, et/ou (2)

— que les peaux de gibier sauvage décrites ci-dessus proviennent d'animaux qui ont été abattus et dont les carcasses ont été jugées propres à la consommation humaine à l'issue des inspections prévues à l'article 3 de la directive 92/45/CEE, et/ou (2)

— que la peau et les arêtes de poisson décrites ci-dessus proviennent d'usines fabriquant des produits à base de poisson destinés à la consommation humaine et agréés pour l'exportation (2).

Fait à ..... le .....
(lieu) (date)

.....
(Signature du vétérinaire officiel (3)

.....
(Nom en lettres capitales)

Cachet du vétérinaire officiel (3)

(2) Biffer les mentions inutiles.
(3) La signature et le cachet doivent être d'une couleur autre que celle de l'impression.

▼B

ANNEXE III

I

VERSION CONSOLIDÉE DES ANNEXES A ET B DE LA DIRECTIVE 89/662/CEE

«ANNEXE A

LÉGISLATION VÉTÉRINAIRE

CHAPITRE PREMIER

— Directive 64/433/CEE du Conseil, du 26 juin 1964, relative à des problèmes sanitaires en matière d'échanges intracommunautaires de viandes fraîches (JO nº 121 du 29. 7. 1964, p. 2012/64).

— Directive 71/118/CEE du Conseil, du 15 février 1971, relative à des problèmes sanitaires en matière d'échanges de viandes fraîches de volaille (JO nº L 55 du 8. 3. 1971, p. 23).

— Directive 72/461/CEE du Conseil, du 12 décembre 1972, relative à des problèmes de police sanitaire en matière d'échanges intracommunautaires de viandes fraîches (JO nº L 302 du 31. 12. 1972, p. 24).

— Directive 77/99/CEE du Conseil, du 21 décembre 1976, relative à des problèmes sanitaires en matière d'échanges intracommunautaires de produits à base de viande (JO nº L 26 du 31. 1. 1977, p. 85).

— Directive 80/215/CEE du Conseil, du 22 janvier 1980, relative à des problèmes de police sanitaire en matière d'échanges intracommunautaires de produits à base de viande (JO nº L 47 du 21. 2. 1980, p. 4).

— Directive 88/657/CEE du Conseil, du 14 décembre 1988, établissant les exigences relatives à la production et aux échanges de viandes hachées, de viandes en morceaux de moins de cent grammes et de préparation de viandes (JO nº L 382 du 31. 12. 1988, p. 3).

— Directive 89/437/CEE du Conseil, du 20 juin 1989, concernant les problèmes d'ordre hygiénique et sanitaire relatifs à la production et à la mise sur le marché des ovoproduits (JO nº L 212 du 22. 7. 1989, p. 87).

— Directive 91/67/CEE du Conseil, du 28 janvier 1991, relative aux conditions de police sanitaire régissant la mise sur le marché d'animaux et de produits d'aquaculture (JO nº L 46 du 19. 2. 1991, p. 1).

— Directive 91/492/CEE du Conseil, du 15 juillet 1991, fixant les règles sanitaires régissant la production et la mise sur le marché de mollusques bivalves vivants (JO nº L 268 du 24. 9. 1991, p. 1).

— Directive 91/493/CEE du Conseil, du 22 juillet 1991, fixant les règles sanitaires régissant la production et la mise sur le marché des produits de la pêche (JO nº L 268 du 24. 9. 1991, p. 15).

— Directive 91/494/CEE du Conseil, du 26 juin 1991, relative aux conditions de police sanitaire régissant les échanges intracommunautaires et les importations en provenance des pays tiers de viandes fraîches de volaille (JO nº L 268 du 24. 9. 1991, p. 35).

— Directive 91/495/CEE du Conseil, du 27 novembre 1991, concernant les problèmes sanitaires relatifs à la production et à la mise sur le marché de viandes de lapin et de viandes de gibier d'élevage (JO nº L 268 du 24. 9. 1991, p. 41).

— Directive 92/45/CEE du Conseil, du 16 juin 1992, concernant les problèmes sanitaires et de police sanitaire relatifs à la mise à mort du gibier sauvage et à la mise sur le marché de viandes de gibier sauvage (JO nº L 268 du 14. 9. 1992, p. 35).

— Directive 92/46/CEE du Conseil, du 16 juin 1992, arrêtant les règles sanitaires pour la production et la mise sur le marché de lait cru, traité thermiquement et de produits à base de lait (JO nº L 268 du 14. 9. 1992, p. 1).

CHAPITRE II

— Directive 92/118/CEE du Conseil, du 17 décembre 1992, définissant les conditions de police sanitaire ainsi que les conditions sanitaires régissant les échanges et les importations dans la Communauté de produits non soumis, en ce qui concerne lesdites conditions, aux réglementations communautaires spécifiques visées à l'annexe A chapitre Ier de la directive 89/662/CEE et, en ce qui concerne les pathogènes, à la directive 90/425/CEE.

▼B

ANNEXE B

PRODUITS NON SOUMIS À HARMONISATION COMMUNAUTAIRE MAIS DONT LES ÉCHANGES SERAIENT SOUMIS AUX CONTRÔLES PRÉVUS PAR LA PRÉSENTE DIRECTIVE

Autres produits d'origine animale ne figurant ni à l'annexe A de la présente directive, ni à l'annexe de la directive 90/425/CEE: ces produits seront définis selon la procédure prévue à l'article 18.»

II

VERSION CONSOLIDÉE DES ANNEXES A ET B DE LA DIRECTIVE 90/425/CEE

«ANNEXE A

CHAPITRE PREMIER

LÉGISLATION VÉTÉRINAIRE

Section 1

— Directive 64/432/CEE du Conseil, du 26 juin 1964, relative à des problèmes de police sanitaire en matière d'échanges intracommunautaires d'animaux des espèces bovine et porcine (JO nº 121 du 29. 7. 1964, p. 1977/64).

— Directive 88/407/CEE du Conseil, du 14 juin 1988, fixant les exigences de police sanitaire applicables aux échanges intracommunautaires et aux importations de sperme surgelé d'animaux de l'espèce bovine (JO nº L 194 du 22. 7. 1988, p. 10).

— Directive 89/556/CEE du Conseil, du 25 septembre 1989, fixant les conditions de police sanitaire régissant les échanges intracommunautaires et les importations en provenance des pays tiers d'embryons d'animaux domestiques de l'espèce bovine (JO nº L 302 du 19. 10. 1989, p. 1).

— Directive 90/426/CEE du Conseil, du 26 juin 1990, relative aux conditions de police sanitaire régissant les mouvements d'équidés et les importations d'équidés en provenance des pays tiers (JO nº L 224 du 18. 8. 1990, p. 42).

— Directive 90/429/CEE du Conseil, du 26 juin 1990, fixant les exigences de police sanitaire applicables aux échanges intracommunautaires et aux importations de sperme d'animaux de l'espèce porcine (JO nº L 224 du 18. 8. 1990, p. 62).

— Directive 90/539/CEE du Conseil, du 15 octobre 1990, relative aux conditions de police sanitaire régissant les échanges intracommunautaires et les importations en provenance de pays tiers de volailles et d'œufs à couver (JO nº L 303 du 31. 10. 1990, p. 6).

— Directive 90/667/CEE du Conseil, du 27 novembre 1990, arrêtant les règles sanitaires relatives à l'élimination et à la transformation de déchets animaux, à leur mise sur le marché et à la protection contre les agents pathogènes des aliments pour animaux d'origine animale ou à base de poissons, et modifiant la directive 90/425/CEE (JO nº L 363 du 27. 12. 1990, p. 51).

— Directive 91/67/CEE du Conseil, du 28 janvier 1991, relative aux conditions de police sanitaire régissant la mise sur le marché d'animaux et de produits d'aquaculture (JO nº L 46 du 19. 2. 1991, p. 1).

— Directive 91/68/CEE du Conseil, du 28 janvier 1991, relative aux conditions de police sanitaire régissant les échanges intracommunautaires d'ovins et de caprins (JO nº L 46 du 19. 2. 1991, p. 19).

— Directive 91/628/CEE du Conseil, du 19 novembre 1991, relative à la protection des animaux en cours de transport et modifiant les directives 90/425/CEE et 91/496/CEE (JO nº L 340 du 11. 12. 1991, p. 17).

Section 2

Directive 92/65/CEE du Conseil, du 13 juillet 1992, définissant les conditions de police sanitaire régissant les échanges et les importations dans la Communauté d'animaux, de spermes, d'ovules et d'embryons non soumis, en ce qui concerne les conditions de police sanitaire, aux réglementations communautaires spécifiques visées à l'annexe A chapitre Ier section 1 de la directive 90/425/CEE (JO nº L 268 du 14. 9. 1992, p. 54).

▼B

— Pour les pathogènes

Directive 92/118/CEE du Conseil, du 17 décembre 1992, définissant les conditions de police sanitaire ainsi que les conditions sanitaires régissant les échanges et les importations dans la Communauté de produits non soumis, en ce qui concerne lesdites conditions, aux réglementations spécifiques visées à l'annexe A chapitre Ier de la directive 89/662/CEE et, en ce qui concerne les pathogènes, de l'annexe A chapitre Ier section 1 de la directive 90/425/CEE.

CHAPITRE II

LÉGISLATION ZOOTECHNIQUE

— Directive 77/504/CEE du Conseil, du 25 juillet 1977, concernant les animaux de l'espèce bovine reproducteurs de race pure (JO nº L 206 du 12. 8. 1977, p. 8).

— Directive 88/661/CEE du Conseil, du 19 décembre 1988, relative aux normes zootechniques applicables aux animaux de l'espèce porcine reproducteurs (JO nº L 382 du 31. 12. 1988, p. 36).

— Directive 89/361/CEE du Conseil, du 30 mai 1989, concernant les animaux des espèces ovine et caprine reproducteurs de race pure (JO nº L 153 du 8. 6. 1989, p. 30).

— Directive 90/427/CEE du Conseil, du 26 juin 1990, relative aux conditions zootechniques et généalogiques régissant les échanges intracommunautaires d'équidés (JO nº L 224 du 18. 8. 1990, p. 55).

— Directive 91/174/CEE du Conseil, du 25 mars 1991, relative aux conditions zootechniques et généalogiques régissant la commercialisation d'animaux de race (JO nº L 85 du 5. 4. 1991, p. 37).

▼B

ANNEXE B

ANIMAUX ET PRODUITS NON SOUMIS À HARMONISATION MAIS DONT LES ÉCHANGES SERONT SOUMIS AUX CONTRÔLES PRÉVUS PAR LA PRÉSENTE DIRECTIVE

CHAPITRE PREMIER

Législation vétérinaire — Autres animaux vivants ne figurant pas à l'annexe A chapitre I[er].

CHAPITRE II

Législation vétérinaire — Spermes, ovules et embryons ne figurant pas à l'annexe A chapitre I[er].»